

## APRÈS LA RÉOUVERTURE DU TASSILI AUX TOURISTES

# La saison touristique sauvée ?

**La saison touristique dans le sud du pays sera-t-elle sauvée cette année ? C'est du moins le souhait des professionnels qui se réjouissent de l'annonce de la réouverture du Tassili de l'Ahaggar aux touristes nationaux et étrangers.**

Nawal Imès Alger (Le Soir) - Après deux années de pertes sèches induites par l'interdiction du Tassili aux touristes pour raisons sécuritaires, les agences de voyages espèrent une saison touristique moins maigre.

Bachir Djeribi, le président du Syndicat national des agences de voyages, expliquait hier qu'après deux saisons blanches et beaucoup de pertes, l'espoir était revenu aux agences spécialisées dans le tourisme saharien. La nouvelle a suscité l'intérêt des habitués du Sud algérien.

La destination aurait, dit-il, pu être mieux promue si la décision de réouverture avait été prise plus tôt de manière à permettre aux tour operators de réintroduire cette destination sur leurs catalogues. Le président du Syndicat national des agences de voyages estime que l'argument sécuritaire n'était plus de mise.

Les touristes étrangers, affirme-t-il, ne sont pas escortés par les gendarmes sauf s'il s'agit d'une délégation officielle. Bachir

Djeribi est optimiste et pense que le développement du tourisme passera inexorablement par le tourisme saharien.

Pour y arriver, il pose cependant des préalables. Il considère en effet anachronique qu'en Algérie, les hôtels affichent les mêmes tarifs toute l'année sans prendre en compte les hautes ou les basses saisons ni proposer des tarifs de groupe ou spécial étudiants par exemple.

Il propose également la légalisation de l'hébergement chez l'habitant, l'amélioration des prestations de service et la formation du personnel au niveau des hôtels et des établissements de restauration.

Bachir Djeribi espère que le projet de rénovation de neuf hôtels dans le Sud relancera l'activité car, pense-t-il, c'est tout l'avenir du tourisme qui s'y joue, plaidant pour ce qu'il appelle «le tourisme d'élite» en opposition avec le tourisme de masse.

Pour favoriser l'arrivée des touristes, le syndicat a réussi à conclure un accord avec le ministère des Affaires étrangères au sujet de l'octroi des visas.

Les groupes de touristes souhaitant faire un voyage en Algérie peuvent, grâce à une procédure simplifiée, obtenir leur visa en quatre jours. Le tourisme interne trouvera-t-il sa place ? Pour pousser l'Algérien à découvrir son



Photo : DR

L'argument sécuritaire n'est plus de mise.

pays, la question des prix des billets et des tarifs pratiqués par les hôtels constitue un frein à l'émergence d'un tourisme interne en dépit du potentiel existant.

N. I.

## Sur les 1 074 agences de voyages existantes, seules 434 possèdent un agrément

Sur les 1 074 agences de voyages en activité, seules 434 d'entre elles possèdent un agrément en bonne et due forme. Les chiffres ont été révélés hier par Bachir Djeribi, président du Syndicat national des agences de voyages. Il expliquait que les agences n'ayant toujours pas reçu le sésame de la commission d'agrément relevant du ministère du Tourisme faisaient soit l'objet d'enquêtes de moralité ou nécessitaient pour leur agrément une vérification des documents au niveau local.

N. I.

## TIZI-OUZOU

# Le bras droit de l'«émir» de Béni-Douala abattu

**Théâtre de plusieurs actes terroristes depuis un peu plus de trois années, après une longue période d'accalmie, la région de Béni-Douala, une vingtaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou, a fait l'objet, dans la nuit de dimanche dernier, d'une vaste opération de l'armée mise sur pied après qu'il eut été confirmé la présence de deux terroristes dans les environs du village Aït-Ildir, tout près du chef-lieu de la daïra.**

C'est vers 23 heures, dimanche donc, que les éléments de l'armée ont pris position pour leur tendre

une embuscade. Selon une source sécuritaire, l'opération s'est soldée par la mise hors d'état de nuire de

l'un des deux terroristes sur lequel une kalachnikov a été récupérée.

La même source affirme que le terroriste ayant réussi à prendre la fuite n'est autre que l'«émir» El Khachkhache, alors que celui qui l'accompagnait était son bras droit.

Ainsi, c'est la seconde fois en deux mois exactement que le chef du groupe terroriste, qui n'a eu de cesse d'écumer la région de Béni-Douala jusqu'aux portes de la ville

de Tizi-Ouzou, réussit à échapper aux services de sécurité.

Vers la mi-août dernière, alors qu'il était en compagnie de plusieurs autres membres de son groupe, c'est dans la commune voisine de Béni-Aïssi qu'il a été localisé par des éléments de la BMPJ de Béni-Douala avec lesquels un violent accrochage a eu lieu. Quant à ses méfaits, on ne les compte plus tellement il a sévi

dans la région, comme lors de l'été d'il y a deux ans, lorsque la brigade de gendarmerie de Beni-Aïssi a été visée par un attentat ayant coûté la vie à un agent de sécurité de l'APC voisine, ou encore il y a quelques semaines, lorsqu'un guet-apens a été tendu au chef de Sûreté de la daïra de Béni-Douala qui a provoqué la mort d'un policier et d'un citoyen.

A. M.

## UNE BOMBE EXPLOSE À LAÂZIV Une femme décédée et une autre blessée

Les engins de la mort semés par les terroristes d'Aq-mi continuent de prélever leur dîme en vies humaines en milieu rural.

Dans la matinée d'hier, un engin piégé a explosé pas loin du village Aït Slimane, au sud de Laâziv (est de la wilaya de Boumerdès), emportant une femme. Une autre a été blessée. Cette dernière a été évacuée à l'hôpital de Bordj-Ménaïel.

Les deux victimes étaient, selon nos informations, dans le champ familial pour la cueillette précoce des olives.

Abachi L.

## ILS RÉCLAMENT UNE RECONNAISSANCE MORALE ET FINANCIÈRE POUR LEUR SACRIFICE AU SERVICE DU PAYS

# Un millier d'ex-rappelés du service militaire manifestent à Béjaïa

**Environ un millier d'ex-rappelés du service militaire, mobilisés durant la décennie sanglante pour renforcer les unités de l'Armée populaire nationale (ANP) dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste entre 1995 et 1999, ont organisé une marche, hier, ponctuée par un rassemblement devant le siège de la Wilaya et le commandement militaire de Béjaïa pour exprimer des doléances liées à leur situation sociale de plus en plus précaire.**

Brandissant de larges banderoles, les anciens appelés du service national qui sont venus des quatre coins de la wilaya de Béjaïa revendiquent à l'Etat «une reconnaissance morale et financière pour leur sacrifice au service du pays». Les anciens appelés du servi-

ce national ont soumis une liste de huit revendications.

Ils demandent, entre autres, de bénéficier de la loi sur la réconciliation nationale et la concorde civile, de la priorité au logement et à l'emploi, et de réintégrer leur travail pour ceux qui l'ont perdu après leur mobilisation par l'ANP.

Les ex-militaires réclament aussi une prise en charge médicale, l'accès aux structures de soins militaires et la régularisation de leur situation vis-à-vis de l'organisme de Sécurité sociale, avec notamment le droit à la retraite sur la base d'un calcul de cotisations à compter de juin 1995 avec un appoint de 12 années supplémentaires.

«Après avoir accompli notre service national, on a été rappelés pour servir notre pays dans le combat contre le terrorisme islamiste. Aujourd'hui, nous demandons juste un peu plus d'égards et de reconnaissance de la part

des hautes autorités de l'Etat. On nous a fait beaucoup de promesses mais à ce jour, l'Etat n'a rien fait pour nous.

Nombre de nos compagnons peinent à survivre. Toutes nos démarches auprès des autorités concernées sont restées, à ce jour, sans suite. Notre situation demeure toujours la même mais on ne va pas se taire», tonne l'un des protestataires qui a été rappelé en 1995 sous les drapeaux.

Les anciens militaires protestataires ont également dénoncé la répression de leur tentative de rassemblement dans la capitale le 3 octobre dernier pour faire entendre leurs voix.

Au terme de la manifestation des ex-rappelés de Béjaïa, une délégation de ces derniers a été reçue par un responsable de la wilaya et le chef du secteur militaire, auxquels une requête portant leurs revendications adressée au chef de l'Etat a été transmise.

A. K.